

PRÉFET DE LOT-ET-GARONNE

Direction départementale des Territoires
Service Territoires et Développement
Missions interministérielles
Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement de Nouvelle Aquitaine
Unité Départementale de Lot et Garonne

Arrêté préfectoral n° 47-2018-07-18-001

portant autorisation au titre des installations classées pour l'exploitation de l'extension d'une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur le territoire de la commune de Saint-Laurent au lieu-dit « Terre Fort » et le renouvellement au lieu dit « Las Pinganes » et de ses installations de traitement et de stockage des matériaux connexes sur le territoire des communes de Montesquieu et Saint-Laurent aux lieux-dits « Barrat », « Las Pinganes », « Plantey » et « lauzeau », par la société Dragage du pont St Léger (DSL).

**Le Préfet de Lot-et-Garonne,
Officier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du mérite,**

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;

Vu le code minier ;

Vu le code du patrimoine ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;

Vu ensemble la loi n° 94-588 du 15 juillet 1994 modifiant le Code Minier, les décrets n° 80- 331 du 7 mai 1980 et 99-116 du 12 février 1999 relatifs à la police des mines et des carrières et portant règlement général des industries extractives ;

Vu la loi n°2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive modifiée par la loi n° 2003-707 du 1^{er} août 2003 ;

Vu le décret du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosive ;

Vu l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 5 mai 2000 relatif à la prise en compte des dispositions de la Directive européenne concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'ordonnance 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et notamment son article 15 ;

Vu le schéma départemental des carrières de Lot-et-Garonne approuvé par arrêté préfectoral du 29 juin 2006 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2015048-0003 du 17 février 2015 autorisant la société Dragage du pont St Léger à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur le territoire de la commune de Saint-laurent au lieu-dit « Las Pinganes » et de ses installations de traitement et de stockage des matériaux connexes sur le territoire des communes de Montesquieu et Saint-Laurent aux lieux-dits « Barrat », « Las Pinganes », « Plantey » et « lauzeau » ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°47-2017-07-17-003 du 17 juillet 2017 autorisant le changement d'exploitant de Granulats de St Laurent pour la Société DSL ;

Vu la demande présentée le 23 février 2018, par la société Dragage du pont St Léger dont le siège social est situé au lieu dit « Monican » à Damazan (47160) en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter l'extension d'une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur le territoire de la commune de Saint-laurent au lieu-dit « Terre Fort » et le renouvellement au lieu-dit « Las Pinganes » et de ses installations de traitement et de stockage des matériaux connexes sur le territoire des communes de Montesquieu et Saint-Laurent aux lieux-dits « Barrat », « Las Pinganes », « Plantey » et « lauzeau » ;

Vu le dossier déposé à l'appui de sa demande ;

Vu la décision en date du 15 mars 2018 du président du tribunal administratif de BORDEAUX portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 4 mai 2018 portant ouverture d'une enquête publique relative à la demande susvisée pour une durée de 15 jours, du 22 mai au 5 juin 2018 inclus, sur le territoire de la commune de St Laurent, Bazens, Bruch, Clermont-Dessous, Feugarolles, Montesquieu et Port-Sainte Marie ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

Vu la publication en date 4 et 23 mai 2018 de cet avis dans deux journaux locaux ;

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu les avis exprimés au cours de l'instruction réglementaire et le mémoire en réponse du pétitionnaire du 20 juin 2018 ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes de St Laurent, Bazens, Bruch, Clermont-Dessous, Feugarolles, Montesquieu et Port-Sainte Marie ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;

Vu la décision d'examen au cas par cas de l'Autorité Environnementale en date du 10 novembre 2017 ;

Vu le rapport et les propositions en date du 5 juillet de l'inspection des installations classées ;

Vu l'information faite en date du 6 juillet 2018 de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites dans sa formation « carrières » ;

Vu les plans et renseignements du dossier joints à la demande précitée, et notamment l'étude d'incidence ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 13 juillet 2018 par mail ;

Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par le demandeur le 13 juillet 2018 par mail ;

Considérant que les prescriptions imposées à l'exploitant portent, sans préjudice des dispositions de l'article L.122-1-1, sur les mesures et moyens à mettre en œuvre lors de la réalisation du projet, au cours de son exploitation, au moment de sa cessation et après celle-ci, notamment les mesures d'évitement, de réduction et de compensation des effets négatifs notables sur l'environnement et la santé ;

Considérant que l'autorisation prend en compte les capacités techniques et financières que le pétitionnaire entend mettre en œuvre, à même de lui permettre de conduire son projet dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et d'être en mesure de satisfaire aux obligations de l'article L.512-6-1 lors de la cessation d'activité ; ;

Considérant que les mesures spécifiées par le présent projet d'arrêté préfectoral et ses annexes constituent les prescriptions techniques susvisées ;

Considérant que les moyens et dispositions prévus par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation, ainsi que la prise en compte des observations formulées par les services lors de leur consultation et des propositions faites au commissaire enquêteur au cours de l'enquête publique, sont de nature à limiter l'impact du projet sur l'environnement ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant notamment, la présence de clôtures, de panneaux et d'une bande non exploitable minimale de 10 mètres en bordure du périmètre autorisé, sont de nature à assurer la prévention et la maîtrise des risques et des dangers;

Considérant que les orientations de remise en état du site justifient un apport de matériaux inertes extérieurs ;

Considérant que l'expertise écologique produite indique que les inventaires réalisés, qu'ils soient de flore ou de faune, traduisent une absence d'éléments patrimoniaux majeurs susceptibles de conduire à une remise en cause globale du projet ;

Considérant que le pétitionnaire a élaboré un plan de sécurité inondation ;

Considérant que le projet est compatible avec le schéma départemental des carrières du département de Lot et Garonne;

Considérant que l'exploitant justifie de ses capacités techniques et financières pour mener à bien l'exploitation ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté et notamment la limitation de la profondeur et de la superficie en cours d'exploitation permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant qu'en application de l'article 15 2° et 5° de l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale, la présente autorisation a été instruite et est délivrée selon les dispositions législatives et réglementaires dans leur rédaction antérieure à l'entrée en vigueur de ladite ordonnance ;

Considérant que les conditions légales de la délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Lot-et-Garonne ;

ARRETE

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

1.1 - Installations autorisées

La société Dragage du pont St Léger (DSL), dont le siège social est situé au lieu-dit « Monican » 47160 Damazan, est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers et ses installations connexes de traitement et de stockage de matériaux sur le territoire des communes de Montesquieu et Saint-Laurent aux lieux-dits « Barrat », « Las Pinganes », « Plantey », « Terre Fort » et « Lauzeau » sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

Les activités exercées relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement:

Rubrique	Description	Caractéristiques (1)	Régime ⁽²⁾	Seuil ⁽³⁾
Exploitation de carrières	Production maximale : 350 000 t Production moyenne annuelle : 200 000 t	2510-1	Autorisation	Pas de seuil
Broyage, concassage, criblage.....de produits minéraux	800 kW Installation de traitement: 400kW Unité de chaulage: 100kW Unité de recyclage: 300kW	2515-1	Autorisation	550 kW

Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes.	125 000m ²	2517-2	Autorisation	Surface > 30 000 m ²
Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables.	3 m ³ Capacité équivalente	1432-2	NC	10 m ³
Station service, ouverte ou non au public	39 m ³ /an	1435	NC	100 m ³ /an
Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur	370 m ²	2930-1	NC	2000 m ²

(1) Volume d'activité correspondant au projet du demandeur

(2) Régime correspondant

(3) Seuil du régime considéré pour la rubrique concernée

La station de transit et l'installation de traitement « plantey » « Barrat » « Lauzeau » sont autorisées sans limitation de durée.

1.2 - Installations non visées à la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature des installations classées sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration ou à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à déclaration ou à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

1.3 - Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, lieux-dits et parcelles suivants :

Commune	Lieu-dit	Section	Numéro des parcelles	Situation administrative	Superficie autorisée (m ²)	Superficie exploitable (m ²)
St Laurent	Terre Fort	ZA	19	Extension	580	
			20	Extension	8280	
			22	Extension	18400	
			31	Extension	3435	
			32	Extension	27665	

Commune	Lieu-dit	Section	Numéro des parcelles	Situation administrative	Superficie autorisée (m ²)	Superficie exploitable (m ²)
	Las Pinganes	ZA	25	Renouvellement	67790	
			26	Renouvellement	500	
			27	Renouvellement	12740	
			72	Renouvellement	939	
			73	Renouvellement	4926	
			Superficie totale :			
	Plantey	ZA	34	Installation	7535	
			9	Installation	10390	
			10	Installation	640	
Montesquieu	Barrat	ZA	134	Installation	71456	
	Lauzeau		135	Installation	95929	
Superficie totale :					18ha 59a 50ca	

Le plan de situation, le plan parcellaire et le plan d'ensemble sont joints en Annexe 1, 2 et 3 du présent arrêté.

1.4 - Autres limites de l'autorisation

1.4.1 - Droit de propriété

La présente autorisation n'a d'effet que dans les limites du droit de propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire, sur les parcelles mentionnées à l'article 1.3.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'AUTORISATION

2.1 - Conformité au dossier

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire pour les ouvrages et édifices nécessaires à l'exploitation des installations visées à l'article 1.1; ces ouvrages et édifices restent soumis aux dispositions du Code de l'Urbanisme.

2.2 - Rythme de fonctionnement (heures et jours d'ouvertures)

Les activités sur le site s'effectueront à l'intérieur du créneau horaire 7h - 22h. Elles se dérouleront ordinairement entre 7h et 18h et de manière exceptionnelle jusqu'à 19h, sauf samedis, dimanches et jours fériés, hormis les éventuelles opérations de maintenance effectuées le samedi.

Pour faire face à une demande particulière, l'activité d'extraction et de traitement de matériaux pourront être réalisées de manière exceptionnelle le samedi sans excéder les plages horaires telles que déclinées précédemment.

2.3 - Capacité de production et durée

L'autorisation d'exploitation de carrière est accordée sous réserve des droits des tiers pour une durée de 5 ans, à compter de la notification du présent arrêté. Elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire.

L'autorisation d'exploiter les installations de traitement et de stockage des matériaux est accordée sans limitation de durée.

Le tonnage total de matériaux à extraire est de 291 000 tonnes.

La production moyenne annuelle de matériaux à extraire est de 200 000 tonnes avec un maximum de 350 000 tonnes.

L'apport de matériaux inertes extérieur destiné au remblaiement des parcelles exploitées en renouvellement de carrière et d'un volume d'environ 180 000 m³ se décompose comme suit :

- Stériles de découverte et terre végétale issus du site d'extraction situé au lieu-dit «Terre Fort» : 106 000 m³;
- Stériles de production issus de traitement de matériaux hors site d'extraction : 20 000 m³;
- Inertes extérieurs principalement issus de la filière du BTP : 54 000 m³ ;

L'extraction de matériaux, autres que ceux destinés à la remise en état du site, doit être arrêtée 6 mois au moins avant l'échéance de l'autorisation de carrière.

La remise en état, de la zone d'extraction des matériaux autorisée et visé à l'article 1.3, doit être achevée 3 mois au moins avant l'échéance de l'autorisation de carrière;

La notification concernant la fin d'exploitation doit être effectuée 6 mois avant la fin de l'autorisation de carrière conformément aux articles R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement.

2.4 - Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

Les surfaces en dérangement (zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état) sont chacune d'elles limitées au minimum afin de limiter l'impact paysager tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement.

Les matériaux stockés sur le site de la carrière ne peuvent être exclusivement que les matériaux du décapage, les matériaux valorisables de la carrière ou les matériaux nécessaires à la remise en état.

Une zone de 3000 m² techniquement inexploitable sur la parcelle 22 sera maintenue en prairie avec maintien de la haie périphérique. Cet emplacement servira de refuge à la faune.

2.5 - Réglementations applicables

Sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, l'exploitant doit se conformer :

- aux dispositions du Code de l'Environnement et notamment son livre V ;

- aux dispositions du Code Minier et du code du Travail et des textes pris pour son application relative à la sécurité et à l'hygiène du personnel, à la conservation de la carrière et à la bonne utilisation du gisement ;
- aux dispositions de l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières rappelées et complétées par les dispositions du présent arrêté .
- aux dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
- aux dispositions de l'arrêté ministériel du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

2.6 - Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire, l'inspection en charge des installations classées peut demander à tout moment que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet. Elle peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'établissement.

Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3 : AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES

3.1 - Information du public

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au site, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Des panneaux de signalisation de type A14 avec mention « Sortie de carrière », doivent être implantés aux endroits appropriés, notamment de part et d'autre de(s) l'accès au site.

3.2 - Bornages

L'exploitant est tenu de placer, préalablement à la mise en exploitation des installations visées à l'article 1.1:

- des bornes matérialisant les sommets du polygone nécessaires à l'identification sur le terrain du périmètre d'autorisation,
- des bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques du fond de fouille et des différentes zones de remise en état,
- des bornes de positionnement des limites d'extraction, notamment matérialisant les bandes de délaissés d'exploitation de part et d'autre de la canalisation d'irrigation traversant le site carrière.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

3.3 - Accès à la voirie publique

L'accès à la voirie publique doit être déterminé en accord avec les services compétents. Il doit être aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Il doit être convenablement empierré ou stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée. Ces travaux ne doivent pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement.

Les accès à la voie publique à partir du site doivent bénéficier d'un entretien et d'un nettoyage régulier visant à prévenir de tout désordre envers les autres usagers et en conformité avec les termes de la convention imposée par le gestionnaire de la dite voie.

3.4 - Gestion des eaux de ruissellement

Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre les zones d'exploitation et la voirie publique doit être mis en place en périphérie de ces zones.

Concernant la plate-forme de production, l'intégralité des eaux de ruissellement est dirigée, en toute circonstance, vers les bassins de décantation pour traitement avant rejet dans le lac de « Lauzeau ».

3.5 - Aménagements spéciaux

En aucun cas, les eaux du lac de « Lauzeau » ne doivent être déversées vers le ruisseau « La Gaule ». À ce titre, le fossé traversant le site est muni d'un clapet anti-retour au niveau du passage busé permettant en cas de circonstances particulières d'empêcher tout déversement du dit fossé vers le ruisseau précité.

La piste existante le long de la voie communale sera prolongé dans les mêmes matériaux et caractéristiques géométriques pour accéder à l'extension sur Terre Fort. Elle ne traverse pas de point singulier.

3.6 - Surveillance particulière

Afin de prévenir d'éventuels développements d'espèces végétales envahissantes, l'intégralité du périmètre autorisé, y compris le lac de « Lauzeau », fait l'objet d'une surveillance adaptée. Toute apparition des dites espèces fait l'objet d'une élimination mécanique.

L'ensemble du site bénéficie d'un suivi écologique régulier permettant entre autre de lutter efficacement contre les espèces invasives.

ARTICLE 4 : DÉCLARATION D'EXPLOITATION

Dès la mise en service effective de la carrière, l'exploitant adresse au préfet le document attestant de la constitution des garanties financières conforme à l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 5 : ARCHÉOLOGIE PRÉVENTIVE

5.1 - Déclaration

Trois mois au moins avant le début des travaux de décapage et ce, pour chacune des phases d'exploitation, l'exploitant informe par courrier le Service Régional de l'Archéologie de la date et du lieu de début des travaux.

Une copie des courriers relatifs aux fouilles ou à la découverte de vestiges archéologiques sera adressée à l'inspecteur de l'Environnement.

En cas de découverte archéologique, préhistorique ou paléontologique fortuite, l'exploitant doit, conformément aux termes de la loi validée du 27 septembre 1941 portant Règlement des fouilles archéologiques, de la loi du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive et de son décret d'application du 16 janvier 2002, avertir :

*Monsieur le conservateur régional de l'archéologie d'Aquitaine
54 rue Magendie
33074 BORDEAUX CEDEX*

afin que toutes les mesures utiles à la sauvegarde et à l'étude des trouvailles puissent être prises.

En particulier, l'exploitant doit :

- signaler immédiatement toute découverte : construction, fosses, sépultures, etc. ...
- cesser tous travaux aux environs immédiats de la découverte,
- conserver les objets retirés et les tenir à la disposition du service régional de l'archéologie,
- autoriser les visites des représentants mandatés de ce service et permettre les prélèvements scientifiques.

5.2 - Surfaces concernées

Les travaux d'extraction portent sur une surface d'environ 58 360 m² dont 47 600 m² exploitables, ils comprennent 1 phases de deux ans d'exploitation et 1 phase de trois ans de réaménagement comme décrites dans le dossier du pétitionnaire.

ARTICLE 6 : CONDUITE DE L'EXPLOITATION

L'exploitation doit être conduite conformément au schéma d'exploitation et au plan de phasage définis dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé en date du 23 février 2018.

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mai 2010, modifiant l'arrêté ministériel du 22/09/1994, relatif à la prise en compte des dispositions de la Directive européenne concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive sont applicables à la carrière, notamment l'exploitant doit élaborer un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation. Il est révisé tous les 5 ans ainsi que dans le cas d'une modification substantielle. Il est transmis au préfet de Lot et Garonne.

6.1 - Défrichage

Il n'y a pas de défrichage à effectuer.

6.2 - Technique de décapage

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation et il est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

Afin de préserver leur valeur agronomique, les terres végétales sont stockées sur une hauteur strictement inférieure à 3 mètres. Ce paramètre pourra être réadapté à la baisse en fonction des contraintes hydrauliques grévant le site. Ces stocks sont constitués par simple déversement sans circulation sur les terres ainsi stockées.

En aucun cas, ces terres végétales ne sont évacuées du site.

En cas d'apport de terres végétales issues de la zone d'extraction localisée à proximité au lieu-dit « La Grange », l'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, par un organisme compétent un test attestant de leur compatibilité agronomique préalablement à toute acceptation sur les parcelles référencées au point 1.3 du présent arrêté. Les résultats de cette analyse seront transmis, à l'inspection en charge des installations classées.

6.3 - Épaisseur d'extraction

L'épaisseur maximale de l'extraction autorisée est de 10 mètres. Elle est décomposée comme suit :

- découvertes d'une épaisseur moyenne de 2,7 m (mini 2,1 m, maxi 3,2 m) avec :
 - terre végétale : 0,3 m en moyenne.
- gisement exploitable d'une épaisseur moyenne de 4 m (mini 3 m, maxi 4,8 m).

La cote minimale de l'extraction ne doit pas être inférieure à 26 mètres NGF.

6.4 - Méthode d'exploitation de la zone d'extraction

Le principe d'exploitation repose sur une extraction à ciel ouvert de sables et graviers et de réaménagement de façon coordonnée à l'avancement sur la carrière en renouvellement de « Las Pinganes » ou en aménagement des berges du plan nouveau plan d'eau de « Terre Fort ».

Les matériaux extraits lors du décapage sont directement réutilisés pour la remise en état des terrains exploités précédemment, une partie peut être exceptionnellement stockée provisoirement sous forme de merlons en bordure de zone exploitable ou stockée sur une aire dédiée sur des hauteurs inférieures aux exigences fixées par les contraintes hydrauliques grévant le site, conformément à la demande d'autorisation.

L'extraction s'effectuera principalement à la pelle hydraulique, suivant 2 fronts dont 1 front en fouille sèche correspondant à la zone décapée et 1 front en fouille noyée correspondant à l'extraction du tout-venant.

L'extraction s'effectuera en continu tout le long de l'année.

Le stockage des matériaux sur site comprendra :

- les matériaux issus du traitement du tout venant d'un volume maximal de 30 000 m³;
- les matériaux inertes recyclables d'un volume maximal de 5 000 m³;
- les matériaux inertes valorisés par concassage et criblage-concassage d'un volume maximal de 3 000 m³;
- les matériaux inertes non valorisables d'un volume maximal de 3 000 m³;
- les matériaux de découverte de la carrière d'un volume maximal de 3 000 m³.

La somme des divers stockages ne devra jamais dépasser un total de 44 000 m³.

Une installation mobile de broyage destinée à traiter la partie valorisable des matériaux inertes sera utilisée par campagnes sur le site, représentant environ 60 jours d'activité par an répartis sur 12 à 24 campagnes.

Les matériaux inertes non valorisables ne seront pas maintenus sous forme de stockage sur le site ; ils seront directement mis en dépôt à proximité de la zone d'extraction aux fins de remblayage.

Le décapage des premiers terrains de la carrière conduira à créer un stock permanent de 6 000 m³ de terres de découverte et utilisés pour la remise en état de la carrière en fin d'autorisation.

Les extractions en nappe ne doivent pas créer de faire obstacle à l'écoulement des eaux superficielles ou aggraver les inondations.

6.5 - Pompage de la nappe

Le pompage de la nappe phréatique pour le décapage, l'exploitation et la remise en état des gisements de matériaux alluvionnaires est mentionné ci-après.

Suite à des périodes de pluviométrie exceptionnelle ou un événement de crue ou en période de hautes eaux un pompage est autorisé afin d'accélérer le retour à des conditions d'exploitation acceptables. Dans ce cas, le pompage de la zone d'extraction vers le ruisseau « la Gaule » doit strictement répondre aux exigences suivantes :

- Le débit d'exhaure est limité à 300 m³/h, rejeté dans la Gaule, à hauteur de la parcelle 22, pour permettre l'exploitation en périodes de hautes eaux en phase de décapage des découvertes.

Rejet suite aux crues :

- En situation exceptionnelle faisant suite à une période de crue, le débit de rejet vers la Gaule pourra être porté à 1000 m³/h pour évacuer les eaux noyant l'exploitation.
- L'opération est accompagnée des mesures suivantes :
 - Attendre que la Gaule ait un niveau redescendu de 50 cm en dessous de son niveau de plein bord.
 - Réaliser une surveillance des niveaux de la Gaule en 2 points avec le personnel de la carrière : à hauteur du passage de la Gaule sous la VC 4 (soit à proximité de l'angle Nord de l'extension), et en un deuxième point à mi chemin entre le précédent et le rejet en Garonne, soit à environ 900 m à l'aval du premier ; cette surveillance faite par le personnel équipé de téléphones portables permettra d'avertir l'opérateur présent au niveau de la pompe
- si un risque de débordement est observé. Ces opérations seront consignées sur un registre avec indication des dates, heures de début et de fin des opérations, lieux de contrôle, photographies.
- La continuité du fossé situé sur la limite parcellaire séparant la carrière actuelle de « Las Pinganes » du site des installations de « Barrat » doit être assurée pour assurer son rôle en cas de crue de la Garonne.
- L'exploitant veillera régulièrement à ce que le fossé ne soit jamais obstrué.

Les conditions de rejets devront être conformes à l'article 9-4-3 du présent arrêté en terme de respect de qualité des eaux de rejets.

6.6 - Conditions d'aménagement de l'extension « Terre Fort » en cours d'exploitation

Un seuil de remplissage doit être construit dans les débuts de l'exploitation. Il est implanté à l'ouest du plan d'eau calé à une hauteur de 36 m NGF et d'une largeur de 30 m.

Les berges du plan d'eau seront calées à une hauteur de 36,75 NGF minimum et talutées à une pente de 3/1 au fur et à mesure de l'extraction afin de minimiser les risques d'érosion en cas de crues.

Une bande de 6 m sera maintenue sur les parcelles 22 et 32 de part et d'autre de la génératrice de la conduite d'irrigation de la CACG.

6.7 - Destination des matériaux

Les matériaux extraits doivent être utilisés conformément aux dispositions du schéma départemental des carrières du département de Lot et Garonne approuvé par arrêté préfectoral du 29 juin 2006.

Les matériaux extraits sont acheminés par piste interne au site vers les installations de traitement connexes de la société situées sur la commune de Montesquieu, lieu-dit « Barrat ».

ARTICLE 7 : SÉCURITÉ DU PUBLIC

7.1 - Clôtures et accès

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.

L'accès à toute zone dangereuse des travaux d'extraction, notamment l'accès au front en cours d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.

Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, et d'autre part à proximité des zones clôturées.

Les retenues d'eau éventuelles présentes sur le périmètre d'autorisation sont munies d'une clôture périphérique avec panneaux signalant leur caractère potentiellement dangereux (risques de noyade).

7.2 - Éloignement des excavations

Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégralité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique.

Cette bande d'au moins 10 mètres ne doit faire l'objet d'aucune exploitation. Sa largeur sera portée à 20 mètres d'une part par rapport aux berges du ruisseau « La Gaule » localisées au Sud-Est du site d'extraction et d'autre part au nord des parcelles de référence cadastrale n°27 et 72 à proximité des berges du lac de « Lauzeau », et de 15 m le long des parcelles 20, 22, 31, 32.

De plus, l'exploitation de la masse doit être arrêtée à compter des bords de la fouille ou du front de taille à une distance horizontale telle que compte tenu de la nature et de l'épaisseur tant de la masse exploitée que des terres de recouvrement, l'équilibre des terrains voisins ne soit pas compromis. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Le sous cavage est interdit.

ARTICLE 8 : PLAN ET DOCUMENTS D'EXPLOITATION

8.1- Plan d'exploitation

Un plan à l'échelle adaptée à la superficie de la carrière doit être établi annuellement par l'exploitant où sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres ;
- les bords de la fouille,

- les courbes de niveau et les cotes d'altitude des points significatifs (cote NGF),
- les relevés bathymétriques,
- les zones en cours d'exploitation,
- les zones déjà exploitées non remises en état,
- les zones remises en état,
- les bornes visées à l'article 3.2,
- les pistes et voies de circulation,
- les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte,
- les installations fixes de toute nature (bascules, locaux, etc...),

Ce plan, mis à jour annuellement, est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente...). Il est notamment joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site.

Ce plan est étendu à la plate-forme de production et commercialisation connexe. Les stockages des différents matériaux présents sont évalués dans les mêmes conditions qu'énoncées précédemment.

Une copie de ce plan certifié, datée et signée par l'exploitant et ses annexes est transmise chaque année à l'inspection en charge des installations classées.

8.2- Documents de suivi d'exploitation

Une fois l'arrêté préfectoral notifié, le dossier tenu à disposition sur site comprend :

- Une copie de la demande d'autorisation et ses pièces jointes ;
- L'arrêté délivré par le préfet concernant l'établissement ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;
- Un extrait du règlement d'urbanisme concernant la zone occupée par les installations classées ;
- La notice récapitulant les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport ou de manipulation de matériaux ;
- La description des caractéristiques et modalités d'approvisionnement et de livraison des matériaux et les moyens mis en œuvre ;
- Les dispositions permettant l'intégration paysagère de l'installation ;
- Le plan de localisation des risques ;
- La liste des produits dangereux détenus (nature, quantité) ;
- Le plan général des stockages ;
- Les plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;
- La description des dispositions mises en œuvre pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, l'entretien, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement ;
- La description du nombre de points de mesures de retombées de poussières et des conditions dans lesquelles les appareils de mesures sont installés ;
- Les documents ayant trait à la gestion des rejets atmosphériques ;
- Les mesures de prévention mises en place pour réduire les nuisances acoustiques ;
- Le programme de surveillance des émissions.

L'exploitant établit, date et tient à jour un dossier d'exploitation comportant les documents suivants :

- La copie des documents informant le préfet des modifications apportées à l'installation ;
- Les résultats des mesures sur les différents émissaires générés par l'établissement sur les cinq dernières années ;

- Le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection en charge des installations classées, pour les installations appelées à fonctionner plus de six mois ;
- Les fiches de données de sécurité des produits dangereux présents dans l'installation ;
- Les rapports de vérifications périodiques ;
- Les éléments justifiant de l'entretien et de la vérification des installations ;
- Les consignes d'exploitation ;
- Le registre d'entretien et de vérification des systèmes de relevage autonomes ;
- Les registres des déchets.

Ces dossiers (dossier d'autorisation et dossier d'exploitation) sont tenus à la disposition de l'inspection en charge des installations classées, le cas échéant, en tout ou partie, sous format informatique.

ARTICLE 9 : PRÉVENTION DES POLLUTIONS

9.1 - Dispositions générales

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols, ou de nuisance par le bruit, les vibrations et l'impact visuel.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les voies de circulation publiques doivent être débarrassées de tous gravats ou boue qui ont pu être déposés par les véhicules accédant ou provenant de la carrière ou de ses installations connexes.

Toutes précautions doivent être prises pour éviter le déversement dans la fouille de matières fermentescibles dangereuses, d'hydrocarbures et de tous résidus susceptibles de polluer les eaux superficielles et souterraines.

9.2 - Prévention des pollutions accidentelles

Les dispositions nécessaires sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en utilisation normale ou en cas d'accident, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel, en particulier :

9.2.1 - L'entretien des engins de chantier ainsi que leur stationnement prolongé en dehors des horaires d'activité sont réalisés sur une aire bétonnée étanche au niveau de l'atelier mécanique située dans le périmètre autorisé au sein de la plate-forme de production. Cet aménagement permet la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Le système de récupération fait l'objet d'une vidange régulière par une société spécialisée.

Le stationnement prolongé des engins à mobilité réduite (pelle-mécanique) peut être réalisé sur la zone d'extraction sur une aire mobile étanche prévue à cet effet.

En règle générale, les opérations de ravitaillement sont également réalisées sur l'aire bétonnée précitée, à l'exception des engins à chenilles qui sont alimentés en carburant sur la zone d'extraction à l'aide d'une citerne mobile et sur un bac étanche d'approvisionnement mobile prévu à cet effet et en respectant une consigne adaptée visant à prévenir de tous débordements et déversements permettant de prévenir de toute pollution.

9.2.2 - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,

- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

Les capacités de rétention doivent être placées à l'abri des eaux météoriques et être étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

La cuve stockage des huiles usagées issues des opérations d'entretien des engins enterrée présente sur le site fait l'objet d'une suppression à échéance de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Tout stockage enterré est interdit sur le site.

9.2.3 - Rétention et confinement .

Les récipients et stockages comportent en caractère lisible le nom des produits et les symboles de dangers conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.

9.2.4 - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme déchets dans une filière de traitement appropriée.

Dans le cas d'un déversement accidentel d'hydrocarbures, les terres souillées sont immédiatement excavées et évacuées vers un centre de traitement dûment autorisé.

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume des matières stockées ;
- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées ci-dessous, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement :

- Matières en suspension totales : 35 mg/l
- DCO (sur effluent non décanté) : 125 mg/l
- Hydrocarbures totaux : 10 mg/l

9.2.5 - Les mesures mises en place et/ou prévues pour limiter la pollution chronique des eaux (égouttures) sont les suivantes :

- Contrôle et entretien régulier du matériel par le personnel en plus des visites réglementaires, afin d'éviter toute défectuosité du matériel qui pourrait entraîner une pollution des eaux ;
- Aucun stockage de fioul domestique, huile, graisse... (même temporaire) n'est effectué sur site ;
- Seuls les entretiens courants (vidange) de la pelle mécanique sont effectués sur site ;
- Pour les opérations d'entretien courant, les huiles, graisses, filtres, etc. nécessaires ne sont apportés sur site que le jour programmé. Les huiles de vidanges récupérées ainsi que les pièces usagées (filtres à huile et à gasoil...) seront ensuite immédiatement repris par le personnel en charge de l'entretien et rapportés aux ateliers voisins à « Barrat » ; toutes les autres opérations (entretien courant des autres engins et réparations en cas de panne) seront systématiquement effectuées directement dans les ateliers de site voisin des installations au lieu dit « Barrat » ;
- Remplissage quotidien du réservoir de la pelle mécanique avec une camionnette DSL équipée d'une cuve de fioul normalisée CE de 450 litres. Cette cuve est équipée d'une pompe de distribution électrique avec volucompteur et dispositif d'arrêt automatique dès que le réservoir est plein ;

9.2.6 - l'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre est tenu à disposition de l'inspection en charge des installations classées et des services d'incendie et de secours.

9.3 - Prélèvement d'eau

L'eau utilisée dans l'établissement provient d'un pompage au niveau des lacs. Elle sert essentiellement à l'arrosage des pistes en période sèche pour limiter l'envol de poussières.

Le prélèvement peut avoir un débit de 5m³/h avec un maximum de 50m³/jr.

Le prélèvement maximum annuel prélevé étant de 12 000 m³.

Toute installation permettant d'effectuer des prélèvements d'eau à des fins non domestiques doit être pourvue d'un moyen de mesure ou d'évaluation approprié.

Le dispositif de prélèvement par pompage servant à l'arrosage des pistes devra être équipé d'un compteur volumétrique permettant une évaluation précise des volumes prélevés.

Ce dispositif de mesure est régulièrement entretenu, contrôlé et, si nécessaire remplacé, de façon à fournir en permanence une information fiable.

Les index et quantités d'eau prélevées mensuellement, ainsi que les incidents éventuels survenus dans l'exploitation de l'installation de prise d'eau sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'autorité administrative; les données qu'il contient doivent être conservées 3 ans par le pétitionnaire.

Le prélèvement en eau issu du réseau public, alimentant notamment les dispositifs de brumisation, fait l'objet d'un suivi analogue.

L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'inspecteur en charge des installations classées le registre des consommations d'eau.

Toute modification dans les conditions d'alimentation en eau de l'établissement devra être portée à la connaissance de l'inspecteur de l'Environnement, ainsi que ses projets concernant la réduction des consommations d'eau.

Tout ouvrage abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations aquifères.

En cas d'abandon ou d'un arrêt de longue durée, le forage sera déséquipé (extraction de la pompe). La protection de la tête et l'entretien de la zone neutralisée seront assurés.

Dans ce cas, la protection de tête pourra être enlevée et le forage sera comblé de graviers ou de sables propres jusqu'au plus 7 m du sol, suivi d'un bouchon de sobranite jusqu'à - 5 et le reste sera cimenté (de - 5 m jusqu'au sol).

La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.

Tout forage doit faire l'objet d'une surveillance au minimum tous les 10 ans, afin de s'assurer de son étanchéité et l'absence de communication entre les eaux prélevées et les eaux de surface. Cette inspection porte en particulier sur l'état des matériaux tubulaires. Le compte-rendu est tenu à la disposition de l'inspection en charge des installations classées.

9.4 - Rejets d'eau dans le milieu naturel

9.4.1 - Les eaux de ruissellement

Afin de limiter les ruissellements sur les surfaces périphériques de la zone d'extraction, des stockages provisoires de matériaux de découverte sont mis en place sous forme de merlons, principalement le long de la bordure de la dite zone. Les eaux de ruissellement extérieures de l'ensemble du périmètre autorisé sont drainées par un réseau de fossés périphériques et dirigées vers le milieu extérieur.

Les eaux de ruissellement, éventuellement rejetées dans le milieu naturel, doivent respecter les valeurs limites suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- température < 30° C,
- matières en suspension totales (MEST) < à 35 mg/l ,
- demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) < à 125 mg/l,
- hydrocarbures < à 10 mg/l .

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange selon la norme NF T 90-034, en doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.

Les eaux pluviales non polluées tombées sur des aires non imperméabilisées, telles que sur des stocks de matériaux ou de déchets non dangereux inertes, sont drainées par des fossés et dirigées vers les bassins de décantation. La circulation des engins ne pollue pas les eaux de ces fossés.

Ces eaux pluviales non polluées peuvent être infiltrées dans le sol.

Les eaux pluviales polluées suite à un ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages ou autres surfaces imperméables, ou issues d'un incident ou accident sont collectées spécifiquement et traitées par un ou plusieurs dispositifs adaptés aux polluants en présence. Ces eaux doivent être maintenues sur le site par un dispositif adapté et doivent respecter les valeurs limites de concentration précédemment énoncées en cas de rejet vers le milieu naturel.

Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces imperméables du site (voiries, aires de parkings, par exemple), en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA5.

L'exploitant doit faire procéder, une fois par trimestre, par un laboratoire agréé, à une analyse des eaux de surface en cas de rejets vers le milieu naturel. Cette analyse portera sur les paramètres mentionnés ci-dessus auquel s'ajoutera un suivi de la conductivité.

Dans le cas d'une évolution des paramètres susmentionnés, il sera procédé à des analyses complémentaires afin de définir d'éventuels éléments polluants. Des analyses complémentaires sur les substances référencées à l'annexe I de l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié pourront être demandées par l'inspection.

Les résultats d'analyses commentés doivent être transmis à l'inspecteur des installations ou télédéclarés sur le site ministériel dédié.

9.4.2 - Les eaux domestiques.

Les eaux usées issues du fonctionnement de l'établissement sont récupérées dans une fosse étanche régulièrement contrôlée et vidangée. Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément à la réglementation en vigueur concernant les dispositifs de traitement autonome, notamment l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif ou tout autre texte qui viendrait s'y substituer.

9.4.3 - Les eaux de procédés

L'installation de lavage des matériaux fonctionne en circuit fermée et assure a minima un recyclage de 80 % des eaux de procédé. Ce taux de recyclage fait l'objet d'un suivi à fréquence minimale mensuelle. Les résultats sont reportés sur tout document à la convenance de l'exploitant et tenus à la disposition de l'inspection en charge des installations classées.

La zone d'extraction n'est à l'origine d'aucune eau de procédé.

9.4.4 - Les eaux souterraines

Compte tenu de la pente naturelle sur l'ensemble des zones d'extraction, l'exploitant doit, lors du remodelage des surfaces exploitées, redonner aux terrains la pente initiale dirigée dans la direction d'origine et ne pas créer de dépressions topographiques empêchant le bon écoulement des eaux.

9.4.5 - Surveillance des eaux souterraines

Un réseau de surveillance de la nappe existe, il s'agit de deux piézomètres amont (PZ4) et piézomètre A à implanter. Et 6 a l'aval (PZ4 à 6 et 2) dont le piézomètre B à implanter et deux puits (P1 et 3).

Le secteur de Lauzeau qui était l'objet de l'extraction précédente ayant fait l'objet d'un réaménagement n'a plus lieu de faire l'objet d'une surveillance de la qualité des eaux de la nappe phréatique souterraine sous influence de ce site.

Le piézomètre 2 sera bouché conformément aux règles de l'art (gravillon, sobranite, béton...) afin de supprimer tout vecteur de transfert vers le sous-sol.

Les puits 1 et 3 ne seront plus suivis.

Le maintien de la surveillance de la qualité des eaux souterraines lié à l'activité du secteur de Las Pinganes et Terre Fort se fera sur les piézomètres 4 et A pour l'amont hydraulique et 5,6,7,8 et B pour l'aval.

Les ouvrages de contrôle doivent être maintenus en bon état, capuchonnés et cadenassés. Leur intégrité et leur accessibilité doivent être garanties quel que soit l'usage du site.

L'exploitant doit faire procéder, par un laboratoire agréé, à deux campagnes annuelles de prélèvements et d'analyses en période de basses et hautes eaux sur les piézomètres mentionnés ci-dessus et sur les paramètres suivants : pH, MES, DCO, DBO, nitrates, hydrocarbures totaux et conductivité.

Les prélèvements, les conditions d'échantillonnage et les analyses doivent être réalisés selon les règles de l'art et les normes en vigueur. L'eau prélevée doit faire l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de nappe compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation.

Le niveau piézométrique doit être relevé à chaque campagne.

Les résultats d'analyses commentés doivent être transmis à l'inspecteur de l'Environnement dans le mois qui suit leur connaissance par l'exploitant. Toute anomalie lui est signalée sans délai.

Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe l'inspecteur de l'Environnement du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Un point de prélèvement doit être impérativement localisé en aval des bassins d'infiltration visés à l'article 3.4 et 9.4.6 du présent arrêté. En cas de pollution avérée, un dispositif de décantation associé à un système efficace de traitement des eaux sera mis en place en aval des bassins précités.

Lorsque les points de prélèvement sont localisés hors du site, sur des propriétés, publiques ou privées, une convention relative aux conditions d'accès et de réalisation des prélèvements doit être signée avec chacun des propriétaires concernés. Chaque convention est tenue à la disposition de l'inspecteur de l'Environnement.

Les modalités de surveillance telles que le nombre et l'emplacement des piézomètres, les paramètres à surveiller, la fréquence des prélèvements, etc. pourront être aménagées ou adaptées, en accord avec l'inspection en charge des installations classées, au vu des résultats d'analyses prévus ci-dessus.

9.4.6 - Contrôle de la qualité des eaux

Un contrôle de la qualité des eaux du lac du « Las Pinganes » et « Lauzeau » est réalisé à la même fréquence et sur les mêmes paramètres à l'exception des MES qu'à l'article 9.4.5.

En cas de dépassements constatés, l'exploitant transmet les résultats à l'inspecteur de l'Environnement, accompagnés de commentaires sur les éventuelles causes ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

9.5 - Pollution atmosphérique et émissions dans l'air

9.5.1 - Généralités

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère, des fumées épaisses, buées, suies, poussières ou gaz malodorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à l'agriculture, à la protection de la nature et à l'environnement, ainsi qu'à la conservation des sites et monuments.

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières, notamment :

- par la limitation de la vitesse de circulation des camions et engins à 30 km/h sur les pistes et 15 km/h sur les aires,
- les véhicules doivent être conformes aux normes réglementaires de construction,
- les chemins et voies d'accès doivent être régulièrement entretenus, et revêtus de matériaux résistants et facilitant leurs entretiens,
- par la mise en place d'un système d'arrosage des pistes en période sèche et chaque fois qu'il sera nécessaire. L'Inspection en charge des Installations Classées peut demander qu'un dispositif d'arrosage automatique soit installé en cas de plaintes ou de constat d'émissions de poussières,
- Les travaux de décapage seront réalisés en dehors des périodes de grand vent,
- Les installations de traitement et de stockage sont équipées de système de brumisation si nécessaire.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs issus du fonctionnement des installations sont captés à la source et canalisés, sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée.

L'exploitant prend toutes les mesures adaptées pour limiter et réduire les émissions diffuses de poussières générées par son installation.

Si elles existent, les émissions canalisées bénéficient avant tout rejet à l'atmosphère d'un traitement visant à limiter les poussières.

S'ils existent, les stockages de produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...). Les installations de manipulation, transvasement, transport de ces produits sont, sauf impossibilité technique justifiée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les émissions dans l'atmosphère. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de traitement des effluents en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. À défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, par exemple) que de l'exploitation sont mises en œuvre.

9.5.2- Retombées de poussières

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air ou des retombées de poussières.

Un réseau de mesures des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place en périphérie de l'installation. À minima, 2 plaquettes de dépôt sont implantées. Cette implantation tient compte des vents dominants. Dans tous les cas, la vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur l'installation classée ou dans son environnement proche. À défaut, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées et maintenues à la disposition de l'inspection en charge des installations classées. L'implantation et l'exploitation de ces plaquettes sont conformes à la norme NFX 43-007.

Les mesures de retombées de poussières au moyen de ces capteurs, sont effectuées à minima :

- lors de deux campagnes durant les trois mois d'été.
- une fois en dehors de la période estivale.

En fonction des résultats, la fréquence des campagnes de mesures pourra être amplifiée à la demande de l'inspection en charge des installations classées.

Sans préjudice de la réglementation du travail, la valeur limite autorisée est de 15 g/m²/mois.

Les résultats de ces mesures sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection en charge des installations classées.

9.5.3 - Dispositifs de limitation d'émission de poussières

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique et ce même en période d'inactivité.

À ce titre, l'exploitant décrit les différentes sources d'émission de poussières, aussi bien diffuses que canalisées, et définit toutes les dispositions utiles mises en œuvre pour éviter ou limiter l'émission et la propagation des poussières.

Des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, des bâtiments alentour, des rideaux d'arbres, etc.) que de l'exploitation de l'installation, sont mises en œuvre de manière à limiter l'émission de poussières.

En fonction de la granulométrie et de l'humidité des produits ou des déchets non dangereux inertes, les opérations de chargement ou de déchargement nécessitent des dispositifs empêchant l'émission de poussières tels que :

- brumisation,
- système adaptant la hauteur de la chute libre lors des déversements.

Lorsque les stockages des produits ou des déchets non dangereux inertes se font à l'air libre, les stockages sont humidifiés pour empêcher les envols de poussières par temps sec et lorsque la vitesse du vent le nécessite.

En cas de stockage de fillers (éléments fins inférieurs à 80 µm) sur le site, ces derniers doivent être confinés (sachets, récipients, silos, bâtiments fermés).

Le cas échéant, les silos doivent être munis de dispositifs de contrôle de niveau de manière à éviter les débordements. L'air s'échappant de ces silos doit être dépoussiéré.

9.6 - Déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ;
- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;
- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets ;
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisés ou éliminés dans des filières spécifiques et dûment autorisés.

Les déchets produits sur le site (pièces d'usure des engins et installations, etc) doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs).

Les déchets non dangereux (bois, papiers, verre, plastiques, caoutchouc, etc) et non contaminés par des substances toxiques, doivent être valorisés ou éliminés dans les filières réglementaires.

Les déchets dangereux (huiles) doivent être éliminés dans des installations autorisées à les recevoir.

Les déchets produits (déchets ménagers du personnel, chiffons, emballages divers), à l'exception des matériaux de découverte et les stériles, sont stockés dans de petits récipients et évacués selon une filière réglementaire.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination, des déchets dangereux, doivent être réalisés sur une aire de rétention étanche et à l'abri des eaux météoriques. La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de valorisation ou d'élimination. Ces stockages ne doivent en aucun cas présenter de risques de pollution pour les populations avoisinantes et l'environnement,

De façon générale, l'exploitant organise la gestion des déchets dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés à l'article L.511-1 et L.541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations de destination et que les intermédiaires disposent des autorisations, enregistrement ou déclaration et agrément nécessaires. En ce sens, il tient à jour un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ces activités. Un bordereau de suivi est émis à la remise des dits déchets à un tiers. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection en charge des installations classées.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

ARTICLE 10 : PRÉVENTION DES RISQUES

10.1 - Dispositions générales

10.1.1 - Règles d'exploitation

L'exploitant prend toutes dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité, notamment au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir.

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion.

Ces dispositions portent notamment sur :

- la conduite des installations (consignes en situation normale ou cas de crise, essais périodiques),
- l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement,
- la maintenance et la sous-traitance,
- l'approvisionnement en matériel et en matière,
- la formation et la définition des tâches du personnel.

Tous les équipements et installations nécessaires à la prévention, à la détection, à l'alerte des secours et à la lutte contre l'incendie ainsi que les installations électriques et de chauffage, font l'objet de vérifications régulières et sont maintenus en bon état de fonctionnement. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre tenu à la disposition de l'inspection en charge des installations classées.

La norme NFX 08003 relative à l'emploi des couleurs et des signaux de sécurité doit être appliquée afin de signaler :

- les moyens de secours,
- les stockages présentant des risques,
- les boutons d'arrêt d'urgence,
- les diverses interdictions.

10.1.2 Équipements importants pour la sécurité

L'exploitant établit et tient à la disposition de l'inspection en charge des installations classées la liste des équipements importants pour la sécurité.

L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus en nombre suffisant et correctement répartis sur la surface à protéger.

Les équipements de sécurité et de contrôle et les moyens d'intervention et de secours doivent être maintenus en bon état de service et vérifiés périodiquement.

Les résultats de ces contrôles et les suites données à ces vérifications doivent être consignés sur un registre.

Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance des équipements importants pour la sécurité ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité sont établies par consignes écrites.

10.2 – Installations annexes

10.2.1 Généralités

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant, ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que l'exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques, sont susceptibles d'être à l'origine d'un accident pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Le cas échéant, l'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque et précise leur localisation par une signalisation adaptée et compréhensible.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

10.2.2 Règles d'exploitation

Dans les parties de l'installation recensées à risque, les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis de travail » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité en configuration standard d'exploitation, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du « permis de travail » pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de stockage des matériaux, notamment les précautions à prendre pour éviter les chutes et éboulements de matériaux ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations et convoyeurs ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues dans le présent arrêté ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- les modes opératoires ;
- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et nettoyage ;
- l'obligation d'informer l'inspection en charge des installations classées en cas d'accident.

Le personnel connaît les risques présentés par les installations en fonctionnement normal ou dégradé.

Les préposés à la surveillance et à l'entretien des installations sont formés à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et familiarisés avec l'emploi des moyens de lutte contre l'incendie.

10.3 -Installations électriques

Dans les parties de l'installation et recensées « atmosphères explosibles », les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 susvisé ou, le cas échéant, aux dispositions réglementaires en vigueur. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection en charge des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

10.4 Appareils à pression

Tous les appareils à pression en service dans l'établissement doivent satisfaire aux prescriptions du décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 et de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 modifié relatif à l'exploitation des équipements sous pression.

10.5 - Risques inondations

En cas de crue, les engins intervenant sur le site pourront être rapidement déplacés et stationnés en dehors des zones inondables.

Les produits polluants sont transférés vers une zone garantissant un stockage hors d'eau.

Le séparateur/débourbeur, situé au niveau de l'aire étanche bétonnée de ravitaillement, fera l'objet d'une mise en sécurité adaptée préalablement à tout événement de crue.

Les stocks de matériaux seront réalisés et positionnés de telle manière qu'ils ne s'opposent pas et ne créent pas de barrière au sens d'écoulement des eaux en cas de crue. Ils seront réalisés en cordons de largeur limitée et segmentée.

La mise en place d'éventuels merlons est réalisée de manière à respecter les contraintes hydrauliques du site.

L'exploitant rédige un plan de sécurité inondation.

ARTICLE 11 : BRUITS ET VIBRATIONS

L'exploitation doit être menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions suivantes sont applicables aux installations :

- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
- la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement en dehors des tirs de mine.

11.1 - Bruits

11.1.1 - Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière et des installations connexes, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n°95-79 du 23.01.1995 et des textes pris pour son application).

En particulier, les engins utilisés dans la carrière et mis pour la première fois en circulation après le 22 octobre 1989, doivent répondre aux règles d'insonorisation fixées par le décret n° 95.79 du 23 janvier 1995.

Les engins dont la première mise sur le marché ou la première mise en service dans l'un des états

membres de la communauté est postérieure au 3 mai 2002, doivent satisfaire aux dispositions de l'arrêté ministériel du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels utilisés à l'extérieur des bâtiments.

11.1.2 - Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc..) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

11.1.3 - Niveaux acoustiques

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement de fait en se référant au tableau ci-après qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.

Les niveaux limites de bruit à ne pas dépasser en limite de zone autorisée sont les suivants :

Points de référence	Niveau limite de bruit admissible en dB(A)	
	Période diurne 07h00 - 22h00 sauf dimanche et jours fériés	Période nocturne 22h00 - 07h00 y compris dimanche et jours fériés
S1 : Limite Ouest de la zone d'extraction.	55 dB(A)*	50 dB(A)*
S2 : Limite Nord-Ouest de la zone d'extraction.	55 dB(A)*	50 dB(A)*
S3 : Limite Sud-Est des installations.	65 dB(A)*	60 dB(A)*

(*) sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite

Sous réserve de dispositions plus contraignantes définies dans le document d'urbanisme ou de plans de prévention du bruit, les émissions sonores de l'établissement n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant Existant dans les zones à Émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible de 7h 00 à 22h00, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible de 22h 00 à 7h00, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

L'émergence résulte de la comparaison du niveau de bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (absence du bruit généré par l'établissement) tels que définis à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus .

Les zones en limites de site sont « S1: angle site Nord-Ouest », « S2: angle rentrant parcelle 27 », « S3 : angle site sud-est ».

Les zones à émergence réglementée, au nombre de quatre, sont indiquées sur le plan annexé au présent arrêté et sont identifiées comme suit : « S4 :Hameau de Nioles » ; « S5 :Habitation de la Gravette » ; « S6 : Habitation La Carcine » ; « S7 :Habitation de Mérigot ».

11.1.4 - Contrôles

Un contrôle des niveaux d'émissions sonores de l'ensemble de l'établissement doit être effectué dès l'ouverture de la carrière puis, en cas de respect des prescriptions énumérées à l'article 11.1.3 du présent arrêté, à fréquence triennale, par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection en charge des installations classées. Cette mesure est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.

Si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle.

Lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées, l'inspection en charge des installations classées peut demander à l'exploitant de faire effectuer des contrôles périodiques supplémentaires.

Les résultats et l'interprétation de ces mesures sont transmis à l'inspection en charge des installations classées dans le mois suivant leur réalisation.

Les frais occasionnés par tous ces différents contrôles sont à la charge de l'exploitant

11.2 - Vibrations

11.2.1 - Réponse vibratoire

Pour l'application des dispositions de la circulaire n°23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées, toute intervention nécessitant la mise en œuvre de la méthode d'analyse fine de la réponse vibratoire telle que définie dans ladite circulaire, ne peut être effectuée que par un organisme compétent.

11.2.2 - Surveillance, valeurs limites d'émissions

L'installation est construite, équipée et exploitée afin que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de vibrations dans les constructions avoisinantes susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les cribles, sauterelles-cribleuses ou toutes autres installations sources de bruit par transmission solidienne sont équipées de dispositifs permettant d'absorber des chocs et des vibrations ou de tout autre équipement permettant d'isoler l'équipement du sol.

Sont considérées comme sources continues ou assimilées :

- toutes les machines émettant des vibrations de manière continue ;
- les sources émettant des impulsions à intervalles assez courts sans limitation du nombre d'émissions.

Les valeurs limites applicables à chacune des trois composantes du mouvement vibratoire sont les suivantes :

Valeurs limites des sources continues ou assimilées

Fréquences	4Hz-8Hz	8Hz-30Hz	30Hz-100Hz
Constructions résistantes	5 mm/s	6 mm/s	8 mm/s
Constructions sensibles	3 mm/s	5 mm/s	6 mm/s
Constructions très sensibles	2 mm/s	3 mm/s	4 mm/s

Sont considérées comme sources impulsionnelles à impulsions répétées, toutes les sources émettant, en nombre limité, des impulsions à intervalles assez courts mais supérieurs à 1 s et dont la durée d'émissions est inférieure à 500 ms.

Les valeurs limites applicables à chacune des trois composantes du mouvement vibratoire sont les suivantes :

Valeurs limites des sources impulsionnelles

Fréquences	4Hz-8Hz	8Hz-30Hz	30Hz-100Hz
Constructions résistantes	8 mm/s	12 mm/s	15 mm/s
Constructions sensibles	6 mm/s	9 mm/s	12 mm/s
Constructions très sensibles	4 mm/s	6 mm/s	9 mm/s

Quelle que soit la nature de la source, lorsque les fréquences correspondant aux vitesses particulières couramment observées pendant la période de mesure s'approchent de 0,5 Hz des fréquences de 8,30 et 100 Hz, la valeur limite à retenir est celle correspondant à la bande fréquence immédiatement inférieure. Si les vibrations comportent des fréquences en dehors de l'intervalle 4-100 Hz, il convient de faire appel à un organisme qualifié agréé par le ministre chargé de l'environnement.

Pour l'application des limites de vitesses particulières, les constructions sont classées en trois catégories suivant leur niveau de résistance :

- constructions résistantes : les constructions des classes 1 à 4 définies par la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- constructions sensibles : les constructions des classes 5 à 8 définies par la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986 ;
- constructions très sensibles : les constructions des classes 9 à 13 définies par la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986 ;

Les constructions suivantes sont exclues de cette classification :

- les installations liées à la sûreté générale sauf les constructions qui les contiennent ;
 - les barrages, les ponts ;
 - les châteaux d'eau ;
 - les tunnels ferroviaires ou routiers et autres ouvrages souterrains d'importance analogue ;
 - les ouvrages portuaires tels que digues, quais et les ouvrages se situant en mer, notamment les plates-formes de forage,
- pour celles-ci, l'étude des effets des vibrations est confiée à un organisme qualifié. Le choix de cet organisme est approuvé par l'inspection en charge des installations classées.

ARTICLE 12 : TRANSPORT DES MATÉRIAUX ET CIRCULATION

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour que les véhicules entrant et sortant du site autorisé à l'article 1.1 ne soient pas à l'origine, sur les voies publiques et leurs abords :

- ni d'envols de poussières,
- ni de dépôt de poussières, boues ou minéraux, et ce quelles que soient les conditions atmosphériques,
- ni d'une section dangereuse.

Le matériau extrait doit être transporté dans un état compatible avec les conditions de circulation, l'exploitant doit prendre toutes dispositions pour maintenir les chaussées empruntées pour les besoins de son exploitation en parfait état de propreté.

Les matériaux produits par l'exploitation ainsi que les matériaux extérieurs éventuellement apportés pour revalorisation ou pour le remblaiement de la carrière sont acheminés par voie routière.

Les véhicules entrant et sortant du site, doivent respecter les itinéraires définis dans le dossier de demande d'autorisation.

L'exploitant veille au respect du chargement des véhicules sortant du site, notamment en ce qui concerne le poids total autorisé en charge (PTAC) et le poids total roulant autorisé (PTRA).

Les installations sont accessibles facilement par les services de secours. Les aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

ARTICLE 13 : PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES PROPRES A CERTAINES ACTIVITÉS

13.1 - Installations de broyage, criblage, concassage

13.1.1 Dispositions générales

13.1.1.1 L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande.

L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.

13.1.1.2 Les installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange sont implantées à une distance minimale de 20 mètres des limites du site.

Les distances ci-dessus sont celles séparant les machines de broyage, concassage, criblage, etc. et la limite de l'installation figurant sur le plan prévu au 3° de l'article R.512-46-4 du code de l'environnement.

13.1.1.3 L'exploitant adopte, les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées.

Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin.

13.1.1.4 Les surfaces où cela est possible sont végétalisées.

Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.

L'exploitant récapitule dans une notice les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport ou de manipulation de matériaux (circulation, envol de poussières, bruit, etc.).

Y sont également précisés les modalités d'approvisionnement et d'expédition (itinéraires, horaires, matériels de transport utilisés, etc.) des matériaux traités et à traiter ainsi que les techniques d'exploitation et aménagements prévus par l'exploitant.

13.1.2 Prévention des accidents et dispositions de sécurité

L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Les installations sont maintenues constamment en bon état d'entretien et nettoyées aussi souvent qu'il est nécessaire.

Toutes les précautions sont prises pour éviter un échauffement dangereux des installations. Des appareils d'extinction appropriés ainsi que des dispositifs d'arrêt d'urgence sont disposés aux abords des installations, entretenus constamment en bon état et vérifiés par des tests périodiques.

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- d'un ou plusieurs appareils de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.

À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation tenant compte de l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et fournit un débit de 60 m³/h.

L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau.

Si les moyens de défense incendie sont moindres, l'exploitant est en mesure de présenter à l'inspection en charge des installations classées, l'accord écrit des services d'incendie et de secours et les justificatifs attestant des moyens de défense incendie immédiatement disponibles demandés par ces mêmes services.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

13.2 – Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes

13.2.1 – Dispositions générales

13.2.1.1 Dossier et registres spécifiques à l'activité

En complément et sans préjudice des éléments mentionnés au point 13.1.1.2 du présent arrêté, l'exploitant tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- un dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportés à l'installation ;
 - les résultats des mesures sur les effluents et le bruit des cinq dernières années ;
 - le registre rassemblant l'ensemble des déclarations accidents et incidents faites à l'inspection en charge des installations classées ;
 - le plan général des stockages de produits ou déchets non dangereux inertes pulvérulents
 - la notice récapitulant les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport ou de manipulation de produits ou de déchets ;
 - la description des caractéristiques et modalités d'approvisionnement et de livraison des produits ou des déchets et les moyens mis en œuvre ;
 - le plan général des stockages de produits dangereux ;
 - les fiches de données de sécurité des produits dangereux présents dans l'installation ;
 - le nombre de points de mesure de retombées de poussières, les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités ;
 - le type de réseau de surveillance, le nombre de relevés par point de mesure, la durée d'exposition et les périodes de l'année au cours desquelles les points de mesures sont relevés ;

13.2.1.2 Transports

L'exploitant récapitule dans une notice les mesures mises en oeuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport, entreposage, manipulation ou transvasement de produits ou de déchets (circulation, envol de poussières, bruit, etc.). Y sont également précisés :

- les modalités d'approvisionnement et d'expédition (itinéraires, horaires, matériels de transport utilisés, limitation des vitesses sur le site en fonction des conditions météorologiques, etc.), ainsi que les techniques d'exploitation et aménagements prévus par l'exploitant ;
- la liste des pistes revêtues ;
- les dispositions prises en matière d'arrosage des pistes ;

Pour les produits de faible granulométrie, en fonction de l'humidité des produits ou des déchets, les camions entrant ou sortant du site sont bâchés si nécessaire.

13.2.2 -Prévention des accidents et des pollutions

13.2.2.1 - Consignes particulières nettoyage

Les points d'accumulation de poussières, tels que les superstructures ou les contreventements, sont nettoyés régulièrement. Les opérations de nettoyage doivent être conduites en limitant au maximum l'envol des poussières.

L'utilisation de dispositifs soufflant de l'air comprimé à des fins de nettoyage est interdite, à l'exclusion de ceux spécialement conçus à cet effet (cabine de dépoussiérage des vêtements de travail, par exemple).

13.2.2.2 – Dispositions unités de stockage

Les silos et réservoirs doivent être conçus pour pouvoir résister aux charges auxquelles ils pourraient être soumis (vent, neige, etc.).

Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.

13.2.2.3 – Déchets

Les seuls déchets pouvant être réceptionnés sur l'emprise de l'installation sont des déchets non dangereux inertes tels que définis par l'arrêté du 6 juillet 2011 susvisé relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques n°s 2515, 2516 et 2517 de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant assure la traçabilité des déchets sortant de l'installation selon les dispositions de l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement.

13.2.2.4 – Activité agricole sur le périmètre autorisé de la carrière

Pour le cas où l'exploitation de la gravière serait coordonnée avec une activité agricole, elle sera réalisée exclusivement dans le respect des conditions énoncées ci après.

La société DSL reste responsable de l'ensemble des dispositions de l'arrêté préfectoral. Elle est tenue de nommément autoriser les personnes à pénétrer sur la zone « agricole », et leur remettre les documents de sécurité qu'il aura préalablement élaborés.

La voie d'accès aux terrains voués à la pratique agricole doit être entièrement indépendante de la voie d'accès à la carrière et à ses installations. L'accès à la voie publique doit être aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

La partie de la carrière en cours d'exploitation doit être séparée des terrains voués à l'agriculture par une clôture efficace assurant une indépendance intégrale.

La société DSL est tenue de mettre en place un panneautage signalant les dangers présentés par :

- la carrière à proximité de la zone clôturée,
- l'activité agricole sur le ou les chemins d'accès aux terrains voués à l'agriculture;

Elle s'assure que les pratiques agricoles ne sont pas susceptibles de polluer les sols et/ou la nappe souterraine par des contrôles périodiques de la nappe au moyen d'un réseau de piézomètres défini en accord avec l'Inspecteur de l'Environnement en charge des installations classées. Une liste de paramètres à analyser doit être préalablement proposée à l'inspection en charge des installations classées sur une base minimale des paramètres suivants : pH, DCO, nitrates, phosphates, conductivité électrique, hydrocarbures totaux. Il appartient à la société DSL de solliciter auprès de l'agriculteur ou de ses éventuels sous-traitants les justificatifs correspondants.

La périodicité des contrôles est semestrielle. La première vérification de la qualité des eaux souterraines doit être réalisée dans le délai de 1 mois à compter du début des travaux agricoles.

L'inspection de l'Environnement en charge des Installations Classées peut demander à la société DSL de faire effectuer des contrôles ponctuels ou périodiques supplémentaires. L'ensemble des résultats d'analyse est tenu à la disposition de l'Inspection.

Les prélèvements d'eau dans la nappe souterraine ou dans un plan d'eau de la carrière pour les besoins agricoles sont strictement interdits.

ARTICLE 14 : NOTIFICATION DE L'ARRÊT DÉFINITIF DES TRAVAUX

En fin d'exploitation ou s'il est envisagé d'arrêter définitivement les travaux et six mois au moins avant, soit de la date d'expiration de l'autorisation, soit de la date de fin de remise en état définitive des lieux si elle lui est antérieure, l'exploitant notifie au Préfet l'arrêt définitif de son installation en joignant un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site.

Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement et comporte en particulier :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site le cas échéant,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines le cas échéant,
- l'insertion du site de la carrière dans son environnement,
- la surveillance éventuelle à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement,
- dans la mesure du possible, des photos significatives de l'état du site après réaménagement.

Ce mémoire explicite notamment le respect des prescriptions en matière de remise en état applicables à cette carrière telles que définies aux articles 15.3 et 15.4 du présent arrêté.

L'exploitant peut déclarer, dans les mêmes conditions que celles précisées ci avant, l'arrêt définitif d'une partie significative de son site autorisé lorsque qu'il y procède à la remise en état définitive des lieux.

La déclaration d'arrêt définitif d'une partie significative du site autorisé, soumise à la police des carrières en application de l'article 107 du Code Minier, est obligatoire avant toute utilisation de la partie du site pour une activité autre que celles soumises à ladite police des carrières.

ARTICLE 15 : ETAT FINAL

15.1 - Principe

L'exploitant est tenu de remettre le site affecté par son activité dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511.1 du Code de l'Environnement en

tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

La remise en état de la carrière doit être coordonnée à l'exploitation conformément au schéma de remise en état et à l'échéancier annexé au présent arrêté. L'exploitant notifie la remise en état de chaque phase au préfet.

Les mesures de remise en état prévues ressortent de l'étude menée sur le site afin d'assurer la sécurité et permettre la restitution à une activité agricole de la zone carrière remblayée.

A - L'exploitant doit adresser au préfet, au moins 6 mois avant l'échéance de la présente autorisation, un dossier comprenant :

- la date prévue d'arrêt de l'exploitation et la date prévue pour la fin du réaménagement,
- les plans réels ou prévisionnels des installations et des terrains remis en état,
- un mémoire sur l'état du site, notamment si celui-ci a fait l'objet d'un remblaiement partiel ou total,
- dans la mesure du possible, des photos significatives de l'état du site après réaménagement.

Le mémoire sur l'état du site doit préciser notamment:

- les incidents intervenus au cours de l'exploitation,
- les conséquences prévisibles de la fin d'activité sur le milieu,
- les mesures compensatoires et surveillances éventuellement nécessaires afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511.1 du Code de l'Environnement,
- l'évacuation et l'élimination des produits dangereux, polluants et déchets,
- l'éventuelle dépollution des sols et eaux souterraines.

B - L'extraction de matériaux, autres que ceux destinés à la remise en état du site, doit être arrêtée 6 mois au moins avant l'échéance de l'autorisation de carrière.

C - La remise en état définitive du site affecté par l'exploitation du périmètre autorisé visé à l'article 1.1 doit être achevée 3 mois au moins avant l'échéance de l'autorisation de carrière.

15.2 - Notification de remise en état

La conformité des travaux de remise en état est constatée par procès-verbal de récolement établi par l'inspection en charge des installations classées. Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue, après mise en demeure, un délit conformément aux dispositions de l'article L.173-1 du Code de l'Environnement.

15.3 - Conditions de remise en état

Conformément aux dispositions de l'étude d'impact, la remise en état comporte, y compris le nettoyage général du site, les principales dispositions suivantes :

« Las Pinganes » :

La zone d'extraction sera entièrement remblayée avec des matériaux inertes provenant des stériles de découvertes du site ainsi que des apports de matériaux inertes extérieurs non valorisables ainsi que des terres issues du site d'extraction de « Terre Fort » situé à proximité afin d'être restitué à l'agriculture.

Le réaménagement du site d'extraction de « Las Pinganes » permettra sa remise culture. ces terrains se fondront ainsi dans le paysage agricole avoisinant.

« Terre Fort »

La zone d'extraction sera maintenue sous forme de plan d'eau.

Les berges et le deversoir mentionnés à l'article 6.6 seront maintenus

Une haie arbustive, de hautes tiges et une prairie seront plantées le long de la voie communale à hauteur de carrières ainsi qu'au Nord-Ouest et Nord Est du plan d'eau de « Terre Fort » permettant ainsi de recréer une trame verte et bleue assurant une cohérence paysagère avec l'environnement proche.

La zone des installations de traitement et de stockage des matériaux demeurera en l'état et inclura dans son périmètre le lac de « Lauzeau » existant.

Les conditions de remise en état devront se conformer à celles énoncées dans le dossier de demande d'autorisation du pétitionnaire en février 2018.

15.4 - Remblayage de la carrière Las Pinganes

remblayage par apport de matériaux extérieurs

La liste des matériaux inertes pouvant être réceptionné et stocké sur site sont les suivants :

Code déchet(*)	Description	Restrictions
10 11 03	Déchets de matériaux à base de fibres de verre	Seulement en l'absence de liant organique
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés(**) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés(**) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés(**) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés(**) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 03 02	Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron (***)	
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses.	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant des sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe

(*) Annexe II article R.541-8 du code de l'environnement

(**) Les déchets de construction et de démolition triés mentionnés dans cette liste et contenant en faible quantité d'autres types de matériaux tel que des métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois, du caoutchouc, etc., peuvent également être admis dans les installations de stockage visées par l'arrêté ministériel modifié du 28 octobre 2010 relatif aux

installations de stockage de déchets inertes sans réalisation de la procédure d'acceptation préalable prévue à son article 9.

(***) Les déchets de mélanges bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement font l'objet d'un test de détection systématique pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de goudron avant toute acceptation sur le site.

Le rythme moyen de réception des matériaux inertes non valorisable est de 21 900 m³ par an. Cette quantité peut varier en fonction des besoins du marché local.

Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Il ne peut avoir lieu que sur les parcelles prévues dans le dossier de demande d'exploiter déposé par le pétitionnaire.

Les remblaiements pourront être réalisés avec l'apport de matériaux extérieurs (exclusivement des déchets inertes), notamment des déblais de terrassement et des matériaux de démolition, à l'exception de matériaux putrescibles (bois, papier, cartons, déchets verts, etc.), des matières plastiques, des métaux et des plâtres ainsi que les bétons et enrobés routiers qui peuvent être valorisés.

Les matériaux extérieurs sont préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.

Les matériaux ne sont pas bennés directement en fond de fouille. Avant enfouissement, ils subissent un examen visuel et un tri qui permettent de déceler les éléments indésirables (bidons, fûts, ferrailles...). Une benne pour la récupération des refus est présente sur le site.

Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriées la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

Au moment de la mise en remblai définitive un contrôle ultime sera réalisé afin d'écarter les matériaux non inertes et les stocker dans une benne pour traitement par les filières agréées à la charge de l'exploitant.

Le recouvrement des remblais sera effectué à l'aide d'une épaisseur de 1,2 m de matériaux non valorisables issus de l'extraction et de terres de découverte sur une épaisseur d'environ 0,3 mètre, permettant de procéder aux plantations des parties remblayées.

La surveillance de la qualité des eaux souterraines et la fréquence des mesures sera réalisé conformément à l'article 9-4-5 du présent arrêté.

ARTICLE 16 : CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant doit remplir l'obligation de constitution de garanties financières prescrite par l'article L.516-1 du Code de l'Environnement dans les conditions suivantes.

16.1 Montant des garanties financières

Compte tenu du phasage d'exploitation et de réaménagement décrit au dossier de demande d'autorisation et tel que défini aux articles 6.6 et 15.3, le montant des garanties financières retenu est égal au montant maximal, calculé par période quinquennale, nécessaire pour effectuer le

réaménagement correspondant à la dite période. Ce montant est fixé comme suit:

Période considérée	Montant de la garantie financière (en euros TTC)
de la date de notification du présent arrêté à 5 ans après cette date	189374

Le montant des garanties financières inscrit dans le tableau ci-dessus correspond au montant de référence qu'il convient de réactualiser selon les prescriptions de l'article 16.3.

Le document attestant la constitution des garanties financières doit être conforme à l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé et indiquer le montant maximum du cautionnement correspondant à la période concernée par le cautionnement mentionné dans le tableau ci-dessus.

Conformément aux dispositions de l'article 4 du présent arrêté, ce document est joint à la déclaration de début d'exploitation.

En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme fixée dans le tableau ci-dessus en fonction de la période concernée. Notamment, le document correspondant doit être disponible sur le site de la carrière ou sur un site proche et l'inspecteur de l'Environnement peut en demander communication lors de toute visite.

16.2 Augmentation des garanties financières

Toute modification de l'exploitation conduisant à une augmentation du coût de la remise en état nécessite une augmentation du montant des garanties financières.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à l'augmentation du montant des garanties financières doit être portée sans délai à la connaissance du préfet et ne peut intervenir avant la fixation du montant de celles-ci par arrêté complémentaire et la fourniture de l'attestation correspondante par l'exploitant.

16.3 Renouvellement et actualisation des garanties financières

Compte tenu de la date d'échéance des garanties financières telle qu'elle figure sur le document transmis en début d'exploitation ou à la date d'échéance de tout document postérieur renouvelant ces garanties et au moins 6 mois avant cette date, l'exploitant adresse au préfet un nouveau document conforme à l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, attestant du renouvellement et de l'actualisation éventuelle de ces garanties pour une nouvelle période.

Le montant des garanties financières fixé à l'article 16.1 ci-dessus est indexé sur l'indice TP 01 publié par l'INSEE. L'indice TP 01 de référence est l'indice 702,6 correspondant au mois d'août de l'année 2013.

L'actualisation du montant des garanties financières en fonction de l'évolution de cet indice, interviendra au début d'une nouvelle période quinquennale telle que définie à l'article 16.1 ci-dessus. Ce montant est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 (modifié par l'arrêté ministériel du 24 décembre 2009), à savoir :

$$C_n = C_r \times \frac{Index_n}{Index_r} \times \frac{1 + TVA_n}{1 + TVA_r}$$

C_R : le montant de référence des garanties financières.

C_n : le montant des garanties financières à provisionner l'année n et figurant dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières.

$Index_n$: indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

$Index_R$: indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé par l'arrêté préfectoral ou indice TP01 d'août 2013 (702,6) pour les carrières conservant comme montant de référence le montant forfaitaire calculé en appliquant les dispositions de l'arrêté du 10 février 1998.

TVA_n : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

TVA_R : taux de la TVA applicable à l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières. Pour les carrières conservant comme montant de référence le montant forfaitaire calculé en appliquant les dispositions de l'arrêté du 10 février 1998, ce taux est de 0.2 (loi de finance 2014).

L'actualisation des garanties financières doit être faite à l'initiative de l'exploitant sans que l'administration ait à le demander. Lorsque cette actualisation n'est pas prise en compte dans toute attestation de renouvellement de garanties financières qui se trouverait concernée, ou bien est prise en compte de façon insuffisante, dans ce cas l'exploitant peut faire l'objet des sanctions administratives prévues à l'article 16.6 ci-dessous.

16.4 Appel des garanties financières

Le préfet fait appel à l'organisme de caution solidaire ayant fourni l'attestation de garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté en matière de remise en état après que la mesure de consignation prévue à l'article L.171-7 du Code de l'Environnement ait été rendue exécutoire ;
- soit en cas de disparition physique ou juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

16.5 Levée des garanties financières

Lorsque tous les travaux d'extraction sont achevés et la remise en état constatée par un procès verbal de récolement, la levée de l'obligation des garanties financières est faite par arrêté préfectoral pris après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.

16.6 Sanctions administratives et pénales

L'absence de garanties financières, par défaut de production par l'exploitant de l'attestation de garanties financières initiale ou de l'attestation de renouvellement visée aux articles 16.1 et 16.3 ci-dessus, entraîne la suspension de l'exploitation après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

Conformément à l'article L.171-9 dudit Code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relative à la remise en état constitue, après mise en demeure, un délit tel que prévu et réprimé par l'article L.173-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 17 : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions du Règlement Général des Industries Extractives (RGIE) non abrogées ainsi que du code du travail qui lui sont applicables.

ARTICLE 18 : MODIFICATIONS

Toute modification des conditions d'exploitation de la carrière, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 19 : CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Le changement d'exploitant des installations visées au présent arrêté est soumis à autorisation préfectorale préalable.

Conformément aux dispositions de l'article R 516-1 du code de l'environnement, le nouvel exploitant doit adresser à Monsieur le Préfet un dossier de demande d'autorisation de changement d'exploitant comprenant notamment :

- une demande signée conjointement par le cédant et le nouvel exploitant,
- les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant,
- la constitution des garanties financières par le nouvel exploitant,
- l'attestation du nouvel exploitant du droit de propriété ou d'utilisation des terrains, y compris le maintien de façon permanente des accès aux parcelles privées enclavées.

ARTICLE 20 : CADUCITÉ

En application de l'article R.512-74 du code de l'environnement, le présent arrêté cessera de produire effet si l'exploitation n'est pas mise en service dans le délai de 3 ans ou si la carrière n'est pas exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

ARTICLE 21 : RÉCOLEMENT

L'exploitant doit procéder, dans un délai d'un an après la déclaration de début d'exploitation, au récolement du présent arrêté préfectoral réglementant ses installations. Ce récolement doit conduire pour chaque prescription réglementaire, à vérifier sa compatibilité avec les caractéristiques constructives des installations et les procédures opérationnelles existantes.

Ce récolement, à la charge de l'exploitant et sous sa responsabilité, doit être accompagné le cas échéant d'un échéancier de résorption des écarts, et transmis à l'inspecteur de l'Environnement.

Des arrêtés préfectoraux complémentaires, pris après avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, peuvent être proposés afin de fixer des prescriptions additionnelles rendues nécessaires pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 22 : COMITE LOCAL DE CONCERTATION ET DE SUIVI DE LA CARRIERE

Sur l'initiative de l'exploitant, un comité local de concertation et de suivi de la carrière doit être créé. Ce comité doit associer riverains, élus, associations, administration et exploitant. Il doit

permettre de garantir le contrôle de l'avancement des travaux et le respect des engagements pris dans le dossier et pendant la durée de l'enquête publique. Il peut se réunir en cas de sensibilité ou de nuisances particulières.

Un exemplaire du compte-rendu de chaque réunion doit être communiqué au Préfet et à l'inspection en charge des installations classées, dans un délai maximum d'un mois à l'issue de la réunion de ce comité.

ARTICLE 23 : SANCTIONS

L'inobservation des dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé ou du présent arrêté est passible des sanctions administratives et pénales prévues par le Code de l'Environnement susvisé, sans préjudice des sanctions administratives et pénales prévues par la loi du 30 décembre 2006 sur l'eau et les articles 141 et 142 du Code Minier.

ARTICLE 24: ACCIDENTS / INCIDENTS

Tout incident ou accident ayant compromis la sécurité de l'établissement ou du voisinage ou la qualité des eaux doit être consigné sur un registre.

L'exploitant est tenu à déclarer « dans les meilleurs délais » à l'inspection en charge des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511.1 du Code de l'Environnement.

L'exploitant détermine ensuite les mesures envisagées pour éviter son renouvellement compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident, et les confirme dans un document transmis sous 15 jours à l'inspection en charge des installations classées, sauf décision contraire de celle-ci.

ARTICLE 25 : ABROGATION DE PRESCRIPTIONS ANTÉRIEURES

Les prescriptions du présent arrêté, à leur date d'effet, se substituent aux dispositions imposées par l'arrêté préfectoral n°2015048-0003 du 17 février 2015 autorisant la société DSL à exploiter une carrière au lieu dit « Las Pinganes » et une installation de concassage, criblage et lavage de produits minéraux naturels au lieu-dit « Barrat », sur la commune de Montesquieu. Cet arrêté avait fait l'objet d'un récépissé de changement d'exploitant le 17 juillet 2017 au profit de la société DSL.

ARTICLE 26: DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 27: DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction

Il peut être déféré auprès du tribunal de BORDEAUX :

- 1) par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - (a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article 8.2 : Publicité ;
 - (b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 2° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 28: PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions du code de l'environnement :

1° - Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de St Laurent et Montesquieu, et peut y être consultée.

2° - Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie de St LAURENT et Montesquieu pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire ; le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pour une durée identique.

3° - Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

4° - Un avis est inséré, par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département ou tous les départements intéressés.

5° - Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail est informé par le chef d'établissement du présent arrêté.

ARTICLE 29: COPIE ET EXECUTION

Le Secrétaire Général de la préfecture de Lot-et-Garonne, les Maires de Saint-Laurent et de Montesquieu et la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle Aquitaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- à Monsieur le directeur de la société Dragages de pont Saint-Léger

et dont copie sera adressée :

- aux mairies des communes de : Saint-Laurent, Feugarolles, Bruch, Montesquieu, Port-Sainte-Marie, Bazens et Clermont-Dessous.
- au conseil régional de la Nouvelle-Aquitaine.

Agen, le 18 juillet 2018

Pour le Préfet,
le Secrétaire Général


Hélène GIRARDOT

ANNEXES : CARTES ET PLANS

- I : Plan de situation au 1/ 25 000^{ème}
- II : Plan cadastral au 1/2500^{ème}
- III : Schéma d'exploitation et de remise en état
- IV et IV bis : Plan de phasage au 1/ 2500^{ème}
- V : Informations hydrogéologiques et piézomètres
- VI : Implantation des mesures de bruits
- VII : Plan de remise en état du site

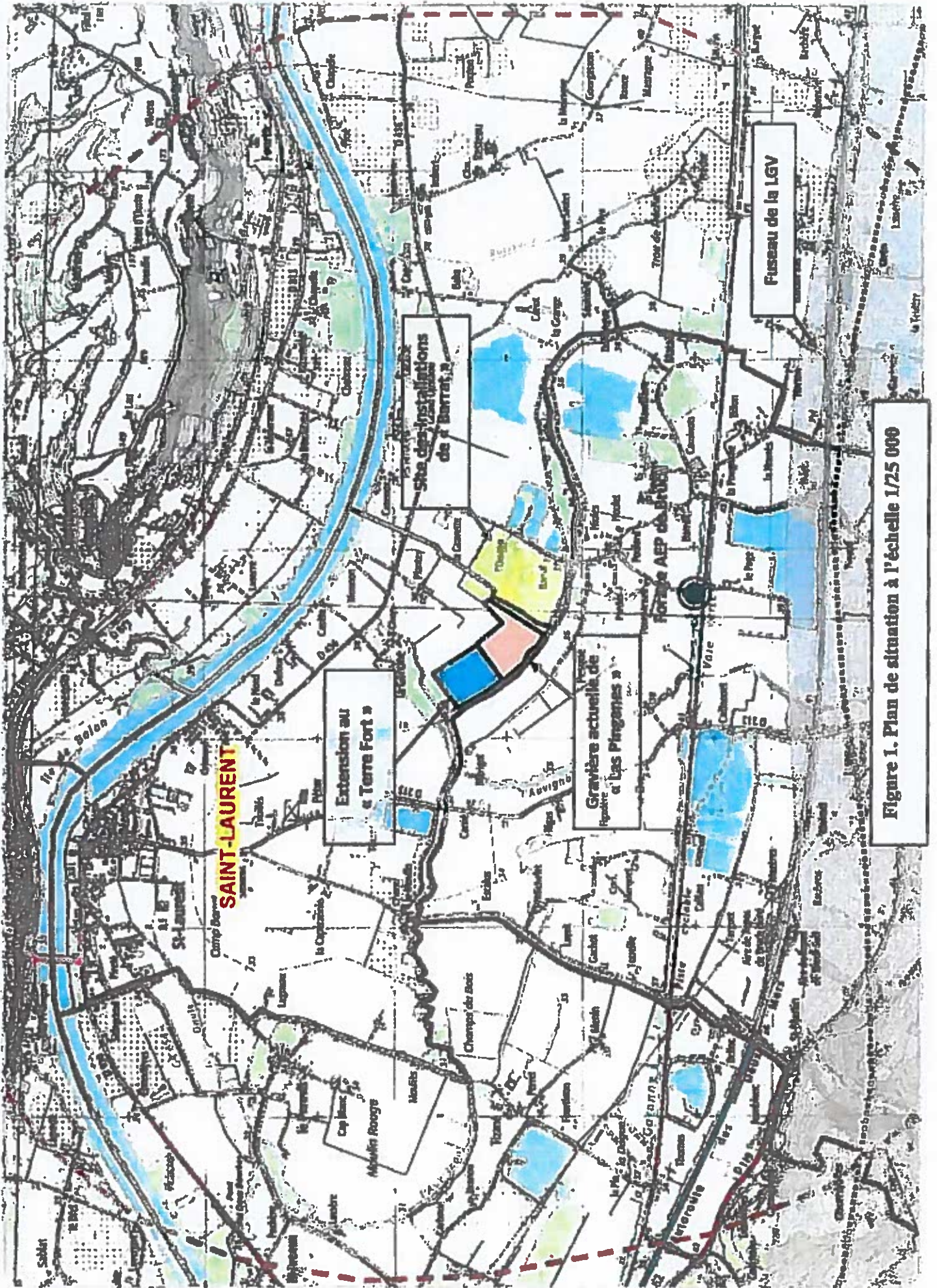


Figure 1. Plan de situation à l'échelle 1/25 000

ANNEXE III



Figure 7. Plan de remise en état sur fond cadastral à l'échelle 1/30000

Reconstitution d'un corridor vert en continuité avec le corridor vert existant au Sud du plan d'eau de Gère

0 200 m

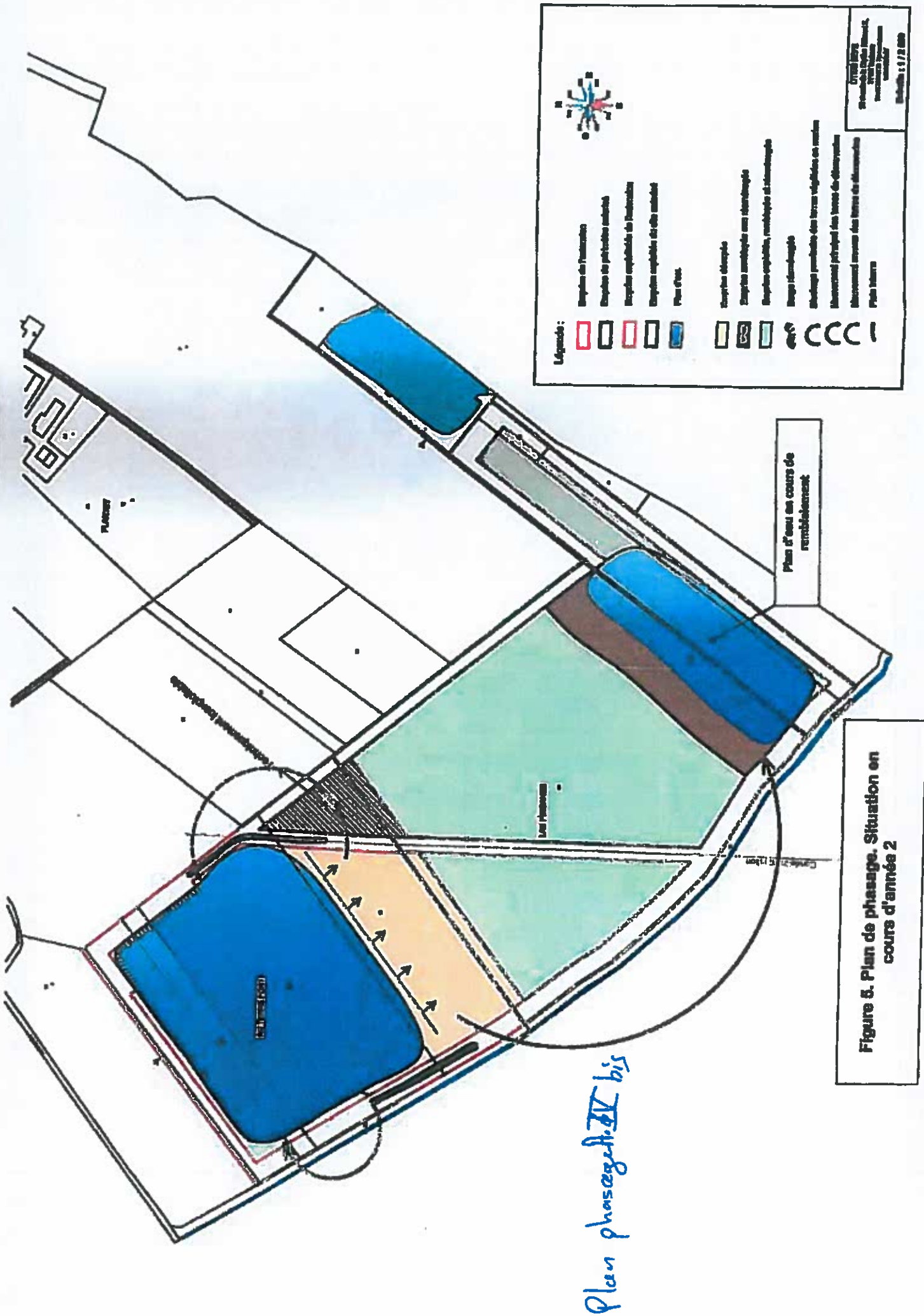
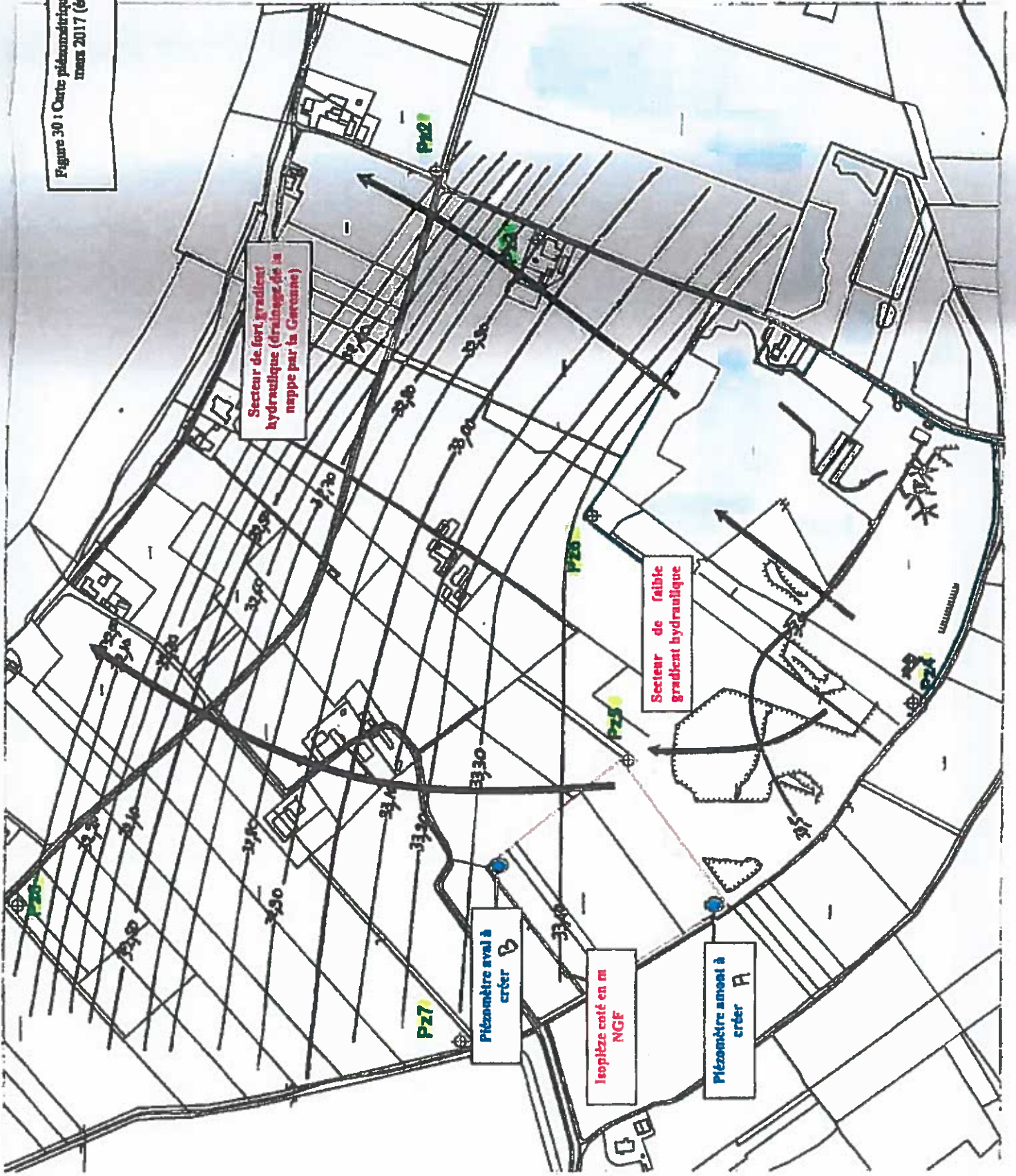
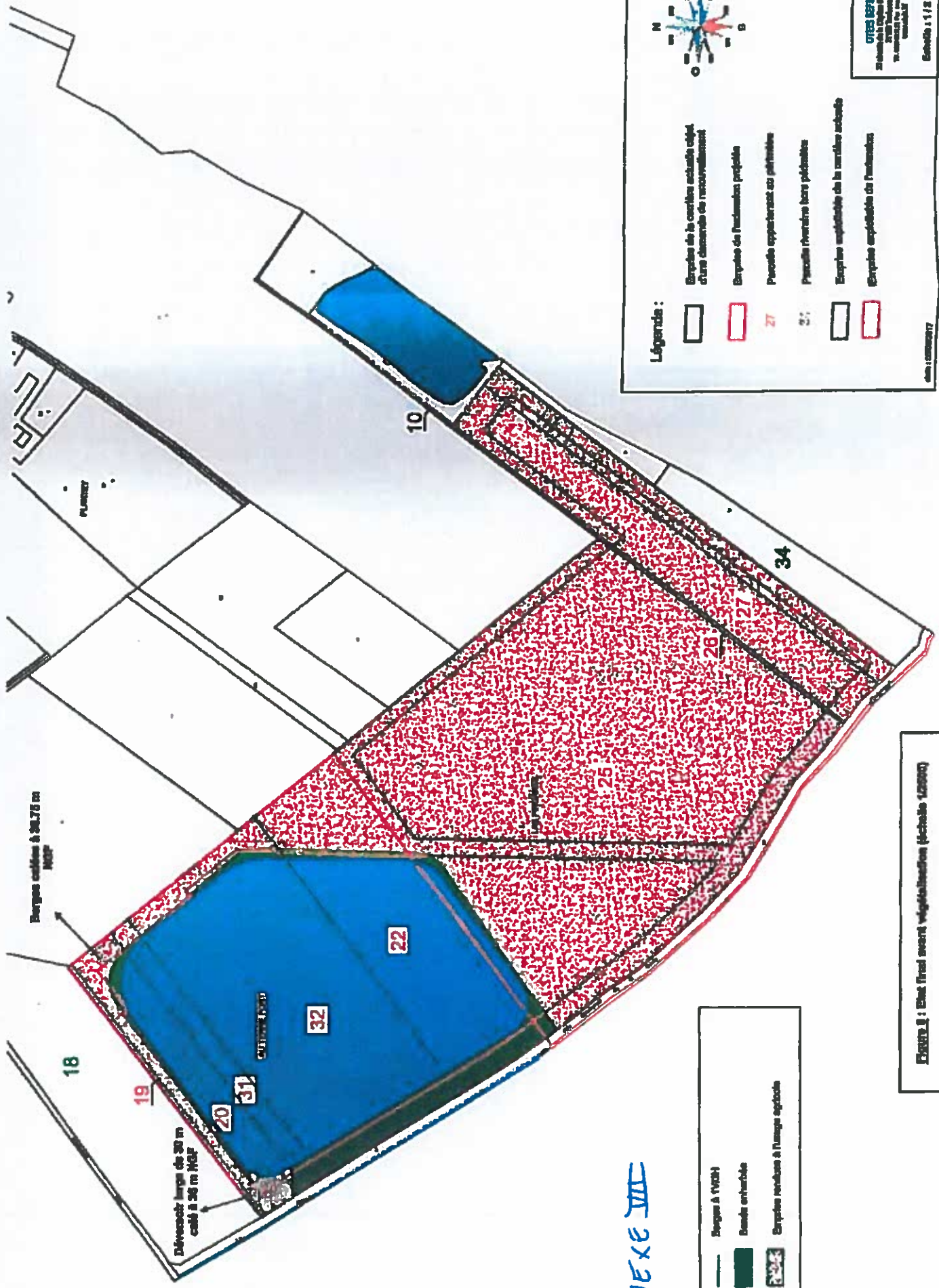


Figure 30 : Carte piézométrique des basses eaux relevées le 15 mars 2017 (échelle 1/5000)





ANNEXE III

Figure 3 : Etat final selon végétation (échelle 1/2000)

OTRES UFRS
 11 rue de la République
 91000 Evry-Courcouronnes
 Tél : 01 69 15 15 15
 Fax : 01 69 15 15 16
 www.otres.fr

Genève 11/2009

